



Assemblée générale

Distr. générale
2 janvier 2025
Français
Original : anglais
Anglais, espagnol et français
seulement

Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés Soixante-quinzième session

Compte rendu analytique de la 768^e séance

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le mercredi 16 octobre 2024, à 10 heures

Président(e) : M^{me} Gorely (Vice-Présidente)(Australie)

Sommaire

Point 3 de l'ordre du jour : Segment de haut niveau sur l'apatridie et débat général (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du présent compte rendu et adressées, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, à la Section de la gestion des documents (DMS-DCM@un.org).

Les comptes rendus qui ont été rectifiés feront l'objet de nouveaux tirages pour raisons techniques à l'issue de la session.



En l'absence de M^{me} Stasch (Allemagne), M^{me} Gorely (Australie), Vice-Présidente, prend la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 3 de l'ordre du jour : Segment de haut niveau sur l'apatridie et débat général
(suite)

1. **M. Szijjártó** (Hongrie) dit que la communauté internationale traverse une période de dangers : les guerres et les conflits armés se multiplient dans le monde, la peur de la terreur grandit, les idéologies extrémistes se propagent et, par conséquent, de plus en plus de personnes sont obligées de quitter leur foyer. Plus de 120 millions de personnes sont réfugiées. Il est donc nécessaire, d'une part, de renforcer les capacités du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) afin qu'il soit en mesure de s'occuper correctement des réfugiés et, d'autre part, de mieux faire respecter le droit international afin d'empêcher de nouvelles migrations massives illégales et d'éviter de mettre en péril la sécurité et la stabilité des pays. La Hongrie est prête à assumer sa juste part de responsabilité dans ces deux domaines.

2. Le Gouvernement hongrois continuera à fournir à la représentation régionale du HCR pour l'Europe centrale et au Centre de services globaux le soutien dont ils ont besoin pour continuer à bien fonctionner. Il collabore en outre avec le Haut-Commissaire pour les réfugiés dans le cadre de sa présidence de l'Union européenne afin de s'attaquer au problème de l'apatridie.

3. Il convient d'établir une distinction claire entre les réfugiés et les migrants. Malheureusement, le terme « réfugié » est souvent mal utilisé. Le droit international prévoit que les personnes contraintes de quitter leur foyer ont le droit de séjourner temporairement sur le territoire du premier pays sûr. Toutefois, il ne reconnaît pas le droit de rester sur le territoire d'un deuxième, d'un troisième ou même d'un dixième pays sûr. Par conséquent, la violation des frontières séparant deux pays sûrs ne saurait être considérée comme un problème relevant des droits de l'homme.

4. La Hongrie, qui subit la pression des migrants et des réfugiés, a dépensé plus de 2 milliards d'euros ces dernières années pour faire face à la situation. Elle a accueilli 1,4 million de réfugiés à la suite de la guerre de près de mille jours en Ukraine, pays voisin. Elle leur a accordé le même accès à l'éducation et aux soins de santé qu'aux citoyens hongrois. La Hongrie a mené la plus grande opération humanitaire de son histoire. Dans le même temps, elle protège la frontière extérieure de l'Union européenne le long de sa frontière méridionale, sur l'itinéraire le plus fréquenté du continent, et a arrêté un demi-million de migrants illégaux au cours des trois années et demie précédentes. Ceux qui violent sa frontière n'ont pas respecté ses lois et règlements et ont attaqué des policiers et des gardes-frontières hongrois.

5. La Hongrie continuera à protéger ses frontières et à défendre sa souveraineté. Elle continuera également à fournir toute l'assistance nécessaire aux réfugiés arrivant d'Ukraine aussi longtemps que nécessaire. Elle soutient les initiatives internationales visant à rétablir la paix en Ukraine, car c'est le seul moyen de sauver des vies, de mettre fin aux souffrances des familles ukrainiennes et d'empêcher que des personnes soient forcées de quitter leur foyer et deviennent ainsi réfugiées.

6. **M. Duszczyk** (Pologne) dit que les déplacements prennent de l'ampleur, mais que les efforts collectifs visant à prévenir et à résoudre les conflits restent insuffisants face aux urgences humanitaires en cours. Une stratégie globale et durable est nécessaire face à cette situation.

7. La Pologne a été en première ligne de la riposte humanitaire à la crise provoquée par l'invasion brutale et non provoquée de l'Ukraine par le régime russe, avec le soutien du Bélarus. Cette invasion a non seulement menacé la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, mais elle a également provoqué des souffrances massives sans précédent qui ont largement dépassé les frontières ukrainiennes. La Pologne montre par son exemple comment la compassion, la solidarité et la détermination peuvent faire bouger les choses. Depuis février 2022, elle a ouvert ses portes à des millions de réfugiés ukrainiens et leur a fourni non

seulement un abri et de l'aide, mais aussi la possibilité de reconstruire leur vie dans la dignité et l'espoir. Les Ukrainiens ont le même accès aux services sociaux, à l'éducation et au développement professionnel que les citoyens polonais.

8. L'importance de la riposte de la communauté internationale à cette tragédie ne saurait être surestimée. La décision de l'Union européenne d'appliquer pour la première fois, immédiatement après l'invasion, la directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001 relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et à des mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les États membres pour accueillir ces personnes et supporter les conséquences de cet accueil (directive sur la protection temporaire) a permis à plus de 6 millions d'Ukrainiens de bénéficier de la protection juridique et de l'aide dont ils avaient besoin de toute urgence.

9. Aider les réfugiés ukrainiens n'est pas seulement un acte humanitaire, c'est aussi une condamnation ferme de l'agression russe. Les Ukrainiens continuent à défendre leur pays et à verser leur sang pour exercer leur droit à la liberté et à l'autodétermination. À l'approche de l'hiver en Ukraine, la communauté internationale doit faire preuve de fermeté et de détermination. Les mois à venir pourraient être marqués par des températures glaciales et de nouvelles frappes de missiles. Le fait de prendre pour cible des infrastructures essentielles, des maisons et des appartements privés, des hôpitaux et des jardins d'enfants met des milliers de vies en danger. La communauté internationale doit se tenir prête à fournir une aide immédiate et à reconstruire et renforcer les infrastructures énergétiques ukrainiennes. Elle ne peut pas laisser des civils innocents mourir de froid. La Pologne se tient fermement aux côtés de l'Ukraine et prend les mesures nécessaires pour faire face à un nouvel afflux potentiel de réfugiés de guerre.

10. La situation au Moyen-Orient s'aggrave et exige l'attention immédiate de la communauté internationale, qui doit continuer à fournir l'assistance nécessaire à toutes les régions touchées par le conflit. La Pologne est passée d'une nation d'émigrants à une nation qui accueille un grand nombre d'immigrés et de réfugiés. Elle a appris combien il est difficile de concilier les intérêts nationaux et les obligations internationales et humanitaires. Son soutien s'est étendu bien au-delà de ses frontières, puisqu'elle a canalisé ses ressources pour réduire les souffrances causées par les conflits et les crises en Syrie, au Soudan, en Jordanie, au Liban, au Yémen, en Arménie et au-delà. La Pologne est fermement solidaire de ceux qui sont dans le besoin.

11. La Pologne salue le courage et le dévouement de tous les travailleurs humanitaires du HCR, qui risquent quotidiennement leur vie pour atténuer les souffrances humaines partout dans le monde. Leur travail est aujourd'hui plus important que jamais.

12. **M^{me} Pastore** (Lettonie) dit que sa délégation partage les préoccupations du Haut-Commissaire concernant les déplacements sans précédent qui résultent des conflits, de la violence, des persécutions et des urgences climatiques. La guerre d'agression menée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine, les conflits armés au Soudan et en Syrie, les urgences humanitaires à Gaza et au Liban, l'instabilité en Afghanistan et d'autres crises humanitaires ont poussé des millions de personnes à fuir leur foyer. La délégation lettone appelle à respecter le droit international humanitaire afin de garantir la sécurité et la dignité des personnes touchées par les conflits.

13. Compte tenu de la complexité croissante des déplacements, la délégation lettone soutient pleinement l'approche « axée sur l'ensemble de la route » du HCR, qui présente également beaucoup d'intérêt pour le nouveau pacte sur les migrations et l'asile au niveau de l'Union européenne. La Lettonie s'engage à appliquer le nouveau pacte dans les meilleurs délais. Elle continue de fournir une protection temporaire aux Ukrainiens qui ont été contraints de fuir leur pays en raison de la guerre d'agression menée par la Fédération de Russie. À ce jour, environ 45 000 réfugiés ukrainiens sont enregistrés en Lettonie, dont des milliers d'enfants. La Lettonie continuera à soutenir les Ukrainiens aussi longtemps que nécessaire, en leur fournissant un logement, une éducation, un emploi, des soins de santé et une aide sociale.

14. Face aux attaques incessantes de la Fédération de Russie contre l'infrastructure énergétique de l'Ukraine, la communauté internationale doit épargner aucun effort pour aider les populations à survivre aux rigueurs de l'hiver. C'est pourquoi la Lettonie accueille favorablement le plan de soutien du HCR à l'Ukraine en prévision de l'hiver et est fière d'y contribuer. Dans l'intérêt du peuple ukrainien et de la communauté internationale, la guerre illégale, non provoquée et injustifiée, menée par la Fédération de Russie doit cesser.

15. Tout en soutenant les réfugiés contraints de quitter leur foyer, la Lettonie veille à sécuriser la frontière extérieure de l'Union européenne. L'exploitation permanente des migrants par la Fédération de Russie et le Bélarus à des fins politiques, en créant des routes migratoires artificielles et en poussant les gens à franchir les frontières, est une nouvelle tentative des régimes bélarussien et russe de menacer la stabilité, la souveraineté et la sécurité nationale de la Lettonie et d'autres États membres de l'Union européenne. La délégation lettone condamne avec la plus grande fermeté une telle exploitation. Enfin, la Lettonie félicite une nouvelle fois le HCR pour ses efforts inlassables et continuera à coopérer avec le Haut-Commissaire pour relever les défis actuels.

16. **M. Bonnafont** (France) exprime l'admiration et le soutien de son pays au HCR et à son personnel, ainsi que son sentiment de dette à l'égard de ceux qui n'auraient jamais dû perdre la vie dans l'exercice de leurs fonctions. La situation actuelle est effroyable. Le Liban, qui accueille lui-même près d'un million de réfugiés, devient à son tour une terre de déplacement. La tragédie libanaise s'ajoute à celles de Gaza, de l'Ukraine, du Soudan, de la République démocratique du Congo et à des dizaines d'autres crises qui mobilisent les acteurs humanitaires au service des plus vulnérables.

17. La France continuera à soutenir résolument l'Ukraine, où la Fédération de Russie doit mettre fin à la guerre d'agression illégale qu'elle mène depuis février 2022. La France et bon nombre de ses partenaires appellent à un cessez-le-feu immédiat et durable au Liban, afin d'éviter une nouvelle escalade militaire dans la région et d'ouvrir la voie à un règlement diplomatique du conflit. La souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban doivent être rétablies. À Gaza, il est urgent que les parties acceptent un cessez-le-feu et fassent tout leur possible pour remplir leurs obligations au regard du droit humanitaire international, à commencer par la libération des otages. Au Liban, à Gaza, en Cisjordanie, en Ukraine, au Soudan, au Myanmar et sur bien d'autres théâtres de conflits, les civils sont les premières victimes.

18. La France accorde une grande importance au Pacte mondial sur les réfugiés. La mise en œuvre par le Gouvernement de politiques d'accueil inclusives pour les réfugiés, y compris l'enseignement du français, l'accès au logement, à l'éducation et à la formation professionnelle, illustre son engagement en faveur du principe de solidarité. La France se préoccupe avant tout du bien-être des femmes et des filles, qui sont touchées de manière disproportionnée par les catastrophes et les conflits, en particulier les femmes et les filles afghanes. Dans le cadre de l'initiative « Avec Elles », lancée au deuxième Forum mondial sur les réfugiés qui s'est tenu en 2023, la France et des dizaines d'autres États se sont engagés à réinstaller dans leur pays des femmes et des réfugiées particulièrement vulnérables.

19. Les exploits olympiques de la délégation de réfugiés l'été passé à Paris et la distinction qui leur a été décernée aux Jeux olympiques ont envoyé un message d'espoir à des millions de personnes déplacées et de réfugiés dans le monde. La délégation française reconnaît les efforts de l'Arménie, du Bangladesh, de l'Éthiopie, de l'Iran, de la Jordanie, du Liban, du Pakistan, du Tchad, de la Türkiye et de bien d'autres pays qui accueillent et protègent des réfugiés.

20. La France a augmenté ses contributions volontaires au HCR au cours des dernières années. Elle continuera à donner au système humanitaire les moyens de répondre efficacement aux situations d'urgence. Cela étant, la diversification est impérative pour financer ce système sur le long terme. De nouveaux acteurs sont nécessaires. Il faut également réfléchir aux rôles respectifs de l'aide humanitaire, axée sur l'urgence, et de l'action en faveur du développement, qui doit prendre le relais à certains moments. La France entend poursuivre ces discussions avec le HCR et réaffirme son plein soutien à l'action souvent héroïque qu'il mène avec détermination.

21. **M. Gómez Martínez** (Espagne) dit que sa délégation rend une fois de plus hommage au sacrifice des travailleurs humanitaires, y compris ceux du HCR, qui ont perdu la vie. Ni le personnel des Nations Unies ni les soldats de la paix ne sont des cibles militaires si l'on respecte le droit international humanitaire. L'Espagne exige que les attaques à l'encontre de ces personnes cessent.

22. L'Espagne est le deuxième pays de l'Union européenne pour le nombre de demandes d'asile. Face à cette réalité, la société espagnole a une fois de plus montré son côté le plus solidaire. Comme l'a fait observer le Haut-Commissaire, España con ACNUR (l'Espagne avec le HCR) a été la plus importante source de fonds privés pour le HCR en 2023. De son côté, le Gouvernement, conformément à la stratégie espagnole de diplomatie humanitaire, a continué d'adopter une approche de la protection internationale fondée sur les droits de l'homme, en renforçant les dispositifs d'accueil du pays en matière de protection internationale et d'assistance humanitaire. La diplomatie humanitaire espagnole s'attaque aux causes profondes des conflits et adopte une approche globale des mouvements mixtes.

23. L'Espagne est fière d'avoir facilité l'adoption du nouveau pacte historique sur les migrations et l'asile, qui renforcera la capacité de l'Union européenne de gérer efficacement les mouvements mixtes tout en garantissant la protection des droits de l'homme, y compris ceux des apatrides. Elle salue le travail précieux effectué par le Conseiller spécial pour les solutions à apporter à la question des déplacements internes et le Programme d'action sur les déplacements internes. La délégation espagnole partage l'avis du Haut-Commissaire selon lequel il importe de garantir la viabilité des mesures prises par le Haut-Commissariat, ce que l'on parviendra à faire en promouvant l'autonomie des réfugiés par des mesures d'inclusion qui garantissent leur contribution économique et sociale et en soutenant les communautés d'accueil et en renforçant ainsi leur résilience. C'est pourquoi l'Espagne soutient également l'approche « axée sur l'ensemble de la route » mentionnée par le Haut-Commissaire, car des décennies d'expérience ont montré que la gestion des flux de personnes – qu'il s'agisse de migrants ou de réfugiés – à partir de la frontière n'apportait pas de solution durable.

24. L'Espagne soutient également l'intégration des questions de genre dans toutes les initiatives menées dans le domaine de la protection internationale. Nombre de nouveaux centres d'hébergement que le Gouvernement va ouvrir seront destinés à des femmes seules, à des femmes ayant des enfants à charge et à des victimes de la violence fondée sur le genre et de la traite des êtres humains. L'Espagne entend promouvoir la connectivité numérique pour les réfugiés, en mettant l'accent sur les enfants réfugiés et déplacés de force, et l'initiative Giga visant à connecter toutes les écoles à Internet. En outre, elle accueille favorablement le cadre stratégique du HCR concernant l'équité entre les sexes, la diversité et l'inclusion parmi le personnel, dont l'objectif est de favoriser un environnement plus inclusif pour tous.

25. Le Gouvernement continuera à renforcer son système d'accueil pour mieux inclure les réfugiés en Espagne, car c'est le moyen le plus efficace de les aider à reconstruire leur vie et à contribuer au pays où ils ont décidé de se mettre à l'abri. Il continuera à respecter son engagement envers les pays de premier accueil, le HCR et l'institution de la protection internationale, afin de veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte.

26. **M^{me} Filipenko** (Ukraine) dit que l'Ukraine est fière de rejoindre le Comité exécutif et s'engage à jouer son rôle dans le renforcement de la protection internationale et à soutenir la mission du Haut-Commissariat. L'année 2024 marque le trentième anniversaire du travail du HCR en Ukraine. La délégation ukrainienne est reconnaissante au Haut-Commissaire et au HCR pour toute l'assistance et le soutien apportés à l'Ukraine, en particulier en ces temps difficiles de guerre, et se réjouit de la poursuite de ce partenariat.

27. Alors que la guerre d'agression russe contre l'Ukraine entre dans sa troisième année, la crise humanitaire et de déplacement à grande échelle qu'elle a provoquée se prolonge. Plus de 11 millions d'Ukrainiens sont toujours déplacés, dont environ 4,7 millions à l'intérieur de l'Ukraine et 6,7 millions à l'étranger. Les perspectives humanitaires se sont récemment aggravées avec les attaques systématiques de la Fédération de Russie contre des infrastructures critiques. Au mépris total du droit international humanitaire, la Fédération de Russie a délibérément détruit au moins la moitié du réseau électrique de l'Ukraine, perturbant l'accès à l'électricité, au chauffage, à l'eau et à l'assainissement pour des millions de personnes.

28. L'Ukraine se félicite de la visite du Haut-Commissaire en Ukraine en juillet 2024 et de la préparation du plan de soutien du HCR en prévision de l'hiver. Alors que l'Ukraine se prépare à affronter son troisième hiver de guerre, elle appelle tous les partenaires à continuer de soutenir les activités d'assistance et de protection du HCR dans le pays. L'Ukraine se félicite également de la récente décision de l'Union européenne de prolonger jusqu'en mars 2026 la protection temporaire de plus de 4 millions d'Ukrainiens qui ont fui la guerre menée par la Fédération de Russie. L'hospitalité et la solidarité dont font preuve les pays membres de l'Union et d'autres pays d'accueil à l'égard des Ukrainiens déplacés sont très appréciées. Pour sa part, l'Ukraine continuera à favoriser des conditions socioéconomiques propices au retour sûr et volontaire de tous les Ukrainiens temporairement déplacés à l'étranger.

29. L'Ukraine salue les progrès accomplis pour mettre fin à l'apatridie dans le monde depuis le lancement de la campagne « I Belong ». Elle a récemment renforcé ses cadres législatif et politique, ce qui a permis d'améliorer la protection des apatrides. La mise en place d'une procédure de détermination de l'apatridie a permis d'identifier quelque 1 100 apatrides dans le pays. La délégation ukrainienne souligne la nécessité d'une action renouvelée pour lutter contre l'apatridie dans le monde et se félicite du lancement de l'Alliance mondiale visant à mettre fin à l'apatridie. L'Ukraine soutient la vision et la mission de l'Alliance et envisage d'y adhérer.

30. Il est alarmant de constater que les efforts collectifs de la communauté internationale pour créer un monde où personne ne serait privé de sa nationalité ont été sapés par les politiques et pratiques néfastes de la Fédération de Russie dans les territoires temporairement occupés de l'Ukraine, qui visent à éliminer les Ukrainiens en tant que groupe national. Comme l'a constaté le Comité des droits de l'homme, l'imposition automatique de la citoyenneté russe aux citoyens ukrainiens de la Crimée occupée constitue une discrimination fondée sur l'origine nationale. En outre, en violation des obligations qui lui incombent en tant que Puissance occupante, la Fédération de Russie poursuit sa campagne éhontée d'imposition de la citoyenneté russe dans les parties occupées des provinces ukrainiennes de Donetsk, Louhansk, Zaporizhzhia et Kherson.

31. Les habitants qui ne possèdent pas de passeport russe ont subi de plus en plus de pressions et de discriminations dans l'exercice de leurs droits à l'emploi et à la sécurité sociale, de leurs droits de propriété et de leur liberté de circulation, ainsi que dans leur accès aux soins de santé et aux services publics. La délégation ukrainienne est profondément troublée par l'intention malveillante de la Fédération de Russie de déclarer « étrangers » ou apatrides les Ukrainiens qui refusent de se voir délivrer un passeport russe après le 31 décembre 2024 et d'expulser ces personnes. Elle condamne résolument l'imposition forcée de la citoyenneté russe dans les territoires temporairement occupés de l'Ukraine, qui constitue une violation grave du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Les décisions et actions illégales de la Fédération de Russie n'auront aucun effet juridique pour les citoyens ukrainiens vivant sous occupation. Enfin, l'Ukraine réaffirme son soutien sans faille à l'action vitale que mène le HCR pour répondre aux besoins de protection et d'assistance des personnes déplacées vulnérables dans le monde entier.

32. **M. Gallón** (Colombie) dit que sa délégation exprime ses condoléances au HCR dont des employés sont morts récemment et réaffirme l'urgence d'un dialogue entre Israël et la Palestine afin de parvenir à une coexistence pacifique. La Colombie est un pays touché par un conflit armé, où la paix reste un énorme enjeu. C'est pourquoi le Gouvernement colombien, avec l'Égypte et la Norvège, a pris l'initiative d'un engagement en faveur de la consolidation de la paix et de la prévention des conflits au deuxième Forum mondial sur les réfugiés. Au Sommet de l'avenir, la Colombie a insisté sur la complémentarité entre le Pacte mondial sur les réfugiés et le Pacte pour l'avenir. La délégation tient également à souligner l'engagement de la Colombie en faveur des enfants et les efforts qu'elle déploie pour trouver des solutions alternatives à la détention des migrants, en collaboration avec le HCR, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et l'International Detention Coalition.

33. Au cours des cinq dernières années, la Colombie a accueilli plus de 4 millions de personnes, certaines avec l'intention de rester dans le pays et d'autres en transit. La Colombie n'a jamais eu recours à la détention et elle n'épargne aucun effort pour protéger les enfants, car, comme elle l'a souligné à la dernière session du Conseil des droits de l'homme, il n'y a pas de moyen humain de détenir des enfants ou de les séparer de leurs parents.

34. Depuis l'arrivée du HCR en Colombie en 1997, le HCR s'est engagé à protéger les personnes déplacées dans le pays, qui sont actuellement plus de 8 millions. La Colombie est reconnaissante au HCR d'avoir soutenu les efforts du Gouvernement pour aider les quelque 3 millions de migrants présents dans le pays, dont près de 2 millions ont déjà été régularisés. Elle a délivré des permis spéciaux aux tuteurs de mineurs vénézuéliens. Elle s'attache à assurer l'intégration des personnes au moyen d'un processus de régularisation qui permet l'accès à des services financiers et sociaux.

35. La Colombie est fière de présider le mécanisme de mise en œuvre de la Déclaration de Los Angeles sur la migration et la protection. La délégation colombienne tient à souligner le rôle joué par le HCR dans la réunion tripartite avec le Panama et les États-Unis d'Amérique visant à régler les problèmes de la région du Darién, au cours de laquelle un accord a été conclu sur le renforcement de la présence de l'État colombien et de l'État panaméen à la frontière. La délégation colombienne tient également à saluer la série d'activités organisées à l'occasion du quarantième anniversaire de la Déclaration de Carthagène sur les réfugiés dans le cadre du processus Carthagène+40, conduit sous la direction du Chili, qui vise à renforcer les systèmes nationaux de protection des réfugiés tout en apportant une solution humanitaire globale aux problèmes migratoires dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, axée sur les droits de l'homme et la solidarité.

36. La Colombie suit une approche différenciée en ce qui concerne les peuples et communautés autochtones, les questions de genre et les enfants. Elle se félicite des progrès réalisés dans le cadre de la campagne « I Belong » et de l'Alliance mondiale visant à mettre fin à l'apatridie, ainsi que du lancement du Réseau des Amériques sur la nationalité et l'apatridie. Beaucoup a été accompli et beaucoup reste à faire.

37. **M. Oike** (Japon) dit que la communauté internationale fait face à des crises humanitaires d'une ampleur sans précédent et à des niveaux tragiques de déplacements forcés, exacerbés ces dernières années par les conflits et les changements climatiques. Le Japon est profondément préoccupé par le fait que le droit international humanitaire est de plus en plus bafoué. Les États doivent considérer les souffrances individuelles des uns et des autres dans la perspective de ne laisser personne derrière eux.

38. Il n'est pas réaliste de compter uniquement sur l'aide humanitaire pour faire face aux multiples crises actuelles. Face à des défis multiformes, le lien entre l'aide humanitaire, le développement et la paix est plus important que jamais. Ce lien offre aux entités non humanitaires la possibilité d'aider les réfugiés dès le début des crises. En établissant une telle plateforme axée sur ce lien avec le Programme des Nations Unies pour le développement, le Japon vise à promouvoir une approche qui mobilise l'ensemble de la société et incite les diverses parties prenantes, dont des banques de développement multilatérales, des institutions de développement bilatérales, des entreprises privées et des organisations non gouvernementales locales (ONG), à tirer parti de leurs forces.

39. L'intervenant souhaite appeler l'attention sur la proposition du Haut-Commissaire concernant le soutien durable, que le Japon salue et considère comme un moyen de concrétiser le lien entre l'aide humanitaire, le développement et la paix. Par exemple, il est essentiel d'offrir des possibilités d'éducation et de formation professionnelle pour accroître l'autonomie des réfugiés, comme le préconise le Pacte mondial sur les réfugiés. Si l'inclusion dépend du contexte local, le HCR peut jouer un rôle de catalyseur dans la mobilisation des partenaires de développement. En outre, la coopération pour le développement dans les pays d'origine peut favoriser des conditions propices au retour des réfugiés. Les activités de déminage humanitaire en Ukraine sont un exemple de ce type de coopération.

40. La mise en œuvre efficace d'un soutien durable est cruciale. Toutefois, les conditions sur le terrain varient sensiblement d'une crise à l'autre. L'aide au développement devrait prendre la forme d'un financement supplémentaire bénéficiant à la fois aux réfugiés et aux communautés d'accueil dans une perspective de partage des charges et des responsabilités. En outre, des initiatives telles que la réduction des risques de catastrophe et l'établissement de systèmes d'alerte précoce pourraient contribuer à atténuer les crises futures. Les changements climatiques pourraient bien être une cause de déplacement et un facteur de risque de conflit.

41. En tant que coorganisateur du deuxième Forum mondial sur les réfugiés et chef de file de l'Initiative pour l'action humanitaire, le développement et la paix, le Japon s'est engagé à obtenir des résultats tangibles d'ici à la réunion de haut niveau en 2025. La délégation japonaise souhaite féliciter le HCR pour le rôle moteur qu'il joue dans la lutte contre l'apatridie. Le Gouvernement a récemment lancé un projet d'enregistrement numérique des naissances dans les zones post-conflit des Philippines. Le Japon reste déterminé à mettre fin à l'apatridie et réexaminera son approche à l'égard de l'Alliance mondiale visant à mettre fin à l'apatridie.

42. **M. Petersen** (Danemark) dit que la guerre d'agression non provoquée et injustifiée menée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine, la situation catastrophique à Gaza, les situations d'urgence au Liban et au Soudan et d'autres conflits nouveaux ou anciens, ainsi que les effets des changements climatiques, ont conduit à une nouvelle année record de déplacements forcés. L'intervenant note avec satisfaction que le Haut-Commissaire a insisté sur la nécessité d'adopter des approches globales fondées sur les droits pour faire face à la complexité des mouvements mixtes, et sur la détermination du HCR à renforcer son partenariat avec l'OIM et l'ensemble des organismes des Nations Unies sur cette question.

43. Il est essentiel de renforcer le système de gestion de l'asile et des migrations pour satisfaire les besoins de protection des réfugiés et des migrants, tout en assurant un retour efficace et durable de ceux qui n'ont pas le droit de rester sur le territoire. Le Gouvernement danois a pour ambition de trouver de nouvelles solutions à l'échelle de l'Union européenne pour faire face aux migrations irrégulières vers l'Europe, solutions qui viendront compléter le nouveau pacte sur les migrations et l'asile. Le Danemark et 14 autres États membres de l'Union ont adressé une lettre à la Commission européenne dans laquelle ils exposent leur vision des prochaines étapes du programme d'action relatif aux migrations. Un partenariat global avec les pays situés le long des itinéraires migratoires est essentiel dans la recherche de nouvelles solutions pour lutter contre les migrations irrégulières.

44. Le HCR reste un partenaire clé du Danemark. Le Gouvernement est fier de figurer parmi les principaux donateurs et d'annoncer que la majorité de son financement est pluriannuel, non affecté et flexible, ce qui permet au HCR de donner la priorité au financement là où les besoins sont les plus importants.

45. Alors que les besoins humanitaires dans le monde sont plus importants que jamais, le financement est loin d'être à la hauteur des besoins. Il faut donc poursuivre les efforts visant à s'éloigner du modèle de prestation de services humanitaires pour adopter des approches plus durables afin de renforcer l'autosuffisance et l'accès de tous aux services essentiels. Il faut notamment prévoir des avantages durables pour les communautés d'accueil et les réfugiés dans le cadre des processus de développement nationaux et avec le soutien de la communauté internationale, ce qui va pleinement dans le sens du Pacte mondial sur les réfugiés. Grâce à des partenariats avec des pays comme l'Ouganda, le Kenya, l'Éthiopie et la Jordanie, ainsi qu'avec la Banque mondiale, le HCR et bien d'autres entités, le Gouvernement danois a investi précisément dans ce domaine et de nombreux progrès ont été accomplis. C'est pourquoi le Gouvernement soutient fermement l'orientation stratégique renforcée du HCR sur les approches durables.

46. Le Danemark salue la nouvelle Alliance mondiale visant à mettre fin à l'apatridie, à laquelle il va s'associer. Les droits de l'homme doivent être au centre de tous les efforts internationaux. La délégation danoise apprécie l'engagement du Bureau en faveur de la diversité et de l'inclusion. L'approche fondée sur l'âge, le genre et la diversité est la clé d'une réponse véritablement inclusive et durable aux besoins des réfugiés. La délégation souhaite exprimer sa gratitude à l'ensemble du personnel du HCR pour le travail inlassable qu'il accomplit dans le monde entier.

47. **M. Balestrero** (Saint-Siège) dit que les conflits dévastateurs au Moyen-Orient et en Ukraine ainsi que d'autres urgences humanitaires, conflits et catastrophes naturelles ont entraîné le déplacement de millions de personnes. La délégation reste préoccupée par le nombre de décès survenus le long de la route atlantique, par la situation toujours critique des réfugiés rohingya et par le nombre croissant de personnes qui tentent de franchir la région du Darién, y compris des mineurs non accompagnés. Dans ce contexte, le Saint-Siège souhaite exprimer sa gratitude aux pays qui ont ouvert leurs frontières aux réfugiés, malgré

les défis et les difficultés souvent rencontrés par leurs propres populations, et à ceux qui œuvrent pour lutter contre la traite des êtres humains et d'autres pratiques contraires à la dignité humaine.

48. Cependant, les communautés d'accueil ne doivent pas être laissées à elles-mêmes. Des efforts collectifs et concertés sont nécessaires. La coopération internationale ne doit pas se limiter à l'aide financière, trop souvent insuffisante, mais inclure des engagements plus importants en faveur de la réinstallation et des voies d'accès complémentaires pour les réfugiés. Les réfugiés qui ont accès à des possibilités d'emploi justes et équitables peuvent devenir des agents de développement et enrichir leurs communautés d'accueil. L'accès à l'éducation permet aux enfants réfugiés de vivre dans la dignité.

49. L'approche axée sur l'ensemble de la route proposée par le Haut-Commissaire est particulièrement pertinente dans le contexte des mouvements mixtes. Le long des routes migratoires, un vaste réseau d'institutions catholiques locales s'engage à accueillir, protéger et intégrer les réfugiés sans faire de distinction. Si l'attention se porte à juste titre sur les personnes qui ont fui leur pays d'origine parce qu'elles craignent de manière crédible d'être persécutées, de subir un préjudice grave ou de mourir, les besoins des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays doivent également être pris en compte. Les personnes qui ont décidé de rentrer chez elles de leur plein gré ont également besoin d'aide.

50. La délégation du Saint-Siège félicite le HCR pour la lutte qu'il mène contre l'apatridie, problème qui concerne toujours des millions de personnes, et engage les États à mener des réformes juridiques et politiques afin de prévenir et de réduire ce phénomène.

51. Il est regrettable que plusieurs documents, politiques et programmes que le HCR a élaborés sans avoir préalablement consulté tous les États contiennent des termes non consensuels et des notions qui n'ont pas de définition convenue en droit international. Ces mêmes notions ont ensuite été incluses dans d'autres documents, notamment le budget-programme du HCR, qui a été soumis à l'approbation du Comité exécutif. La délégation du Saint-Siège reste préoccupée par cette pratique, qui fausse le débat entre les États et vise à imposer une interprétation unilatérale de certaines notions, comme le « genre » et la « diversité ». Elle tient à marquer son désaccord et à se dissocier de cette interprétation et de cette pratique.

52. **M. Foradori** (Argentine) dit que les déplacements forcés et les mouvements mixtes liés à la violence, à l'insécurité, aux inégalités et au manque d'opportunités sont devenus très courants dans les Amériques. Les pays de la région ont une longue tradition d'ouverture aux personnes déplacées. Toutefois, l'ampleur des défis auxquels la région fait face nécessite une action plus décisive au niveau mondial. La délégation argentine appelle la communauté internationale à contribuer à combler l'écart important entre les fonds actuellement disponibles et les ressources nécessaires pour que le HCR et les communautés d'accueil puissent continuer à fournir les services essentiels dont les pays de la région ont besoin.

53. Le partage des charges doit être plus équitable, prévisible et durable. Comme le HCR l'a lui-même noté, à la mi-2024, la région accueillera 20 millions de personnes déplacées de force et d'autres personnes ayant besoin de protection et d'assistance, dont près de 6 millions de réfugiés et de demandeurs d'asile fuyant l'oppression et l'absence de liberté. Contrairement aux pays qui utilisent le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures comme prétexte pour échapper au regard de la communauté internationale – un principe embrassé principalement par les dictatures qui se livrent activement à l'expulsion de migrants – l'Argentine préconise le principe de non-indifférence entre les États comme moyen de s'attaquer aux causes profondes des déplacements et de répondre à la grave situation des droits de l'homme dans la région et aux conséquences humanitaires qui en découlent.

54. L'Argentine, qui accueillait en août 2024 plus de 172 000 réfugiés demandeurs d'asile et autres personnes déplacées de force, pour la plupart originaires du Venezuela, a mis en place des mécanismes souples de régularisation du statut des réfugiés, en veillant à ce qu'ils bénéficient du même traitement que les citoyens des pays du Marché commun du Sud (MERCOSUR). Face aux déplacements à grande échelle dans la région, l'Argentine a continué à gérer son programme spécial de visas humanitaires pour les ressortissants et les résidents du Mexique, d'Amérique centrale et des Caraïbes qui ont été déplacés à la suite de

catastrophes. Dans le cadre de ce programme, des visas humanitaires peuvent être délivrés à ces personnes pour une période de trois ans, à l'issue de laquelle elles peuvent prétendre à un titre de séjour permanent.

55. Un système de parrainage communautaire est en place : les parrains qui souhaitent accueillir des personnes déplacées doivent demander l'autorisation de faire entrer ces personnes dans le pays et s'engager à leur fournir le gîte et le couvert pendant un an.

56. Conformément à la Déclaration de Carthagène sur les réfugiés, les pays de la région se consultent tous les dix ans pour déterminer les nouveaux enjeux humanitaires et proposer des mesures efficaces afin d'améliorer la protection des réfugiés et des personnes déplacées et de trouver des solutions pour eux. L'Argentine participe activement au processus de Carthagène+40.

57. Les flux migratoires commencent par la fuite de personnes qui tentent d'échapper à des économies dirigées par des leaders populistes et à l'oppression de tyrans et de dictateurs du soi-disant Sud mondial qui croient pouvoir reléguer les idées de liberté aux oubliettes et qui regardent d'un œil méfiant l'Occident, dont le développement a été favorisé par les idées de liberté. Nombreux sont ceux qui recherchent simplement la paix, une éducation pour leurs enfants et la stabilité économique. La communauté internationale ne doit pas rester indifférente à leur désir de déterminer leur propre destin ou aux sacrifices qu'ils ont souvent dû consentir pour y parvenir.

58. **M. Grandi** (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) tient à remercier le Japon pour tout le soutien qu'il apporte au HCR. Il apprécie également son plaidoyer énergique en faveur de la durabilité des activités du Haut-Commissariat sur le long terme, et son rôle de premier plan dans les efforts visant à développer la notion de sécurité humaine et dans le débat sur le lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix.

59. La Colombie, qui a accueilli des millions de personnes ces dernières années, a d'excellentes pratiques d'accueil et une approche solide de l'inclusion. Il espère que les lois et pratiques mentionnées par la délégation colombienne pourront être présentées et débattues dans le cadre du processus de Carthagène+40, en particulier lors du prochain événement prévu au Chili en décembre 2024, et de l'application de la Déclaration de Los Angeles sur la migration et la protection. Le HCR continuera à soutenir ces initiatives.

60. M. Grandi est reconnaissant à l'Argentine de continuer à accueillir des personnes qui fuient la violence et la dictature, de participer au processus de Carthagène+40 et de rendre compte de façon très claire des défis liés aux mouvements complexes et mixtes en Amérique latine, qui, à leur tour, appellent des réponses complexes. Il ne peut y avoir de réponses simples à des questions aussi complexes. Le HCR continuera de s'attaquer aux causes profondes de ce phénomène.

61. Le Haut-Commissaire s'est rendu en Ukraine à deux reprises en 2024 et rappelle les préoccupations qu'il a exprimées concernant la situation dans le pays à court terme et les problèmes qui vont se poser avec l'arrivée de l'hiver rigoureux. Le HCR continuera à surveiller la situation et à renforcer son aide liée à la période hivernale, le cas échéant. M. Grandi convient qu'il faut adopter une perspective stratégique au sujet du retour des réfugiés ukrainiens dans leur pays. Plusieurs délégations ont évoqué la situation en Ukraine et la nécessité de continuer à soutenir les opérations humanitaires dans le pays.

62. La Pologne a clairement expliqué l'équilibre complexe qui doit être trouvé entre les intérêts nationaux et les préoccupations en matière de sécurité, d'une part, et les impératifs de solidarité et les obligations juridiques internationales à l'égard des personnes cherchant refuge dans d'autres pays, d'autre part. Le HCR continuera d'être un interlocuteur constructif à cet égard.

63. La Lettonie, pour sa part, a soulevé des questions similaires, y compris la question très complexe de la manipulation des flux migratoires dans le but de faire pression sur certains pays, pratique tout à fait inacceptable. L'enjeu est de trouver un moyen de préserver l'intégrité de la procédure d'asile, même dans des situations complexes. Le Haut-Commissaire convient que la mise en œuvre du nouveau pacte sur les migrations et l'asile permettra de relever de nombreux défis auxquels font face les pays d'Europe.

64. Concernant la déclaration de la Hongrie, M. Grandi souhaite rappeler que la protection des frontières et la protection des réfugiés ne s'excluent pas mutuellement. L'enjeu est de trouver un moyen de faire les deux simultanément.

65. Le Saint-Siège doit être félicité pour les efforts qu'il déploie constamment afin de promouvoir les droits et la dignité des réfugiés, des migrants et des autres personnes en déplacement. Le puissant plaidoyer du pape François et le travail effectué par les institutions catholiques sur le terrain pour soutenir ces personnes sont extrêmement précieux. Le Haut-Commissaire a pris note du point soulevé par la délégation du Saint-Siège concernant l'inclusion de notions et de termes non consensuels dans les documents du HCR. Le Haut-Commissariat a procédé à des consultations aussi larges que possible et maintient que le contenu de ses documents est pleinement conforme au droit international et aux positions adoptées par l'Organisation des Nations Unies.

66. La France continue de soutenir fermement l'action du HCR, comme en témoignent ses contributions financières croissantes au fil des ans, et a appelé l'attention sur un certain nombre d'initiatives importantes, notamment l'initiative en faveur des femmes réfugiées qui a été lancée au Forum mondial sur les réfugiés. Les efforts constants que ce pays déploie pour mobiliser des ressources en faveur du HCR, en ce qui concerne en particulier les situations d'urgence au Soudan et au Liban, sont très appréciés.

67. L'Espagne a mentionné de façon très opportune la diplomatie pour la paix et le HCR compte sur ce pays pour jouer un rôle de premier plan dans l'assistance aux réfugiés et aux travailleurs humanitaires qui sont victimes de crises politiques et de guerres dans le monde entier. Il est reconnaissant du solide soutien financier reçu de l'Espagne, qui a notamment été la première à verser des contributions pluriannuelles et flexibles, et salue le rôle important que joue la société civile espagnole dans la promotion des activités du Haut-Commissariat.

68. Le Danemark a lui aussi toujours été un fervent défenseur de la durabilité des activités du HCR et, grâce à son partenariat avec le Kenya, il a montré comment l'on pouvait parvenir à faire participer le secteur privé aux interventions multipartites apportées aux réfugiés.

69. Enfin, M. Grandi souhaite remercier tous les pays qui ont manifesté leur intention de faire partie de l'Alliance mondiale visant à mettre fin à l'apatridie.

70. **M. Baddoura** (Liban) dit que sa délégation souhaite rendre hommage au personnel du HCR au siège et sur le terrain et présenter ses sincères condoléances au Haut-Commissariat à la suite de l'assassinat récent de deux collègues au Liban. Face à l'aggravation de la crise mondiale des réfugiés, la communauté internationale doit redoubler d'efforts pour trouver des solutions durables tout en continuant à financer l'organisation pour lui permettre de s'acquitter de son mandat de protection des réfugiés et de leur dignité.

71. Les guerres menées en violation flagrante du droit international humanitaire et de ses principes sous-jacents sont particulièrement destructrices. Les images et les séquences troublantes en provenance du Liban ne donnent qu'un aperçu des atrocités et des crimes de guerre qui y sont commis en toute impunité, ainsi que de la dévastation et des souffrances qui en résultent. La réalité sur le terrain est bien pire, comme le confirment les rapports de sources officielles libanaises, d'organisations internationales et d'ONG présentes sur le territoire. Plus de 1,2 million de personnes ont été déplacées de force du Sud-Liban, de la région de Bīqā' et de Beyrouth. Le Sud-Liban est devenu largement inhabitable, des civils y sont tués par des bombardements intensifs ou sont contraints de fuir pour sauver leur vie, laissant derrière eux tout ce qu'ils possèdent. Ces déplacements forcés, qui sont massifs, concernent aussi bien des civils libanais que des réfugiés syriens. Nombre d'entre eux sont sans ressources et contraints de rester dans des abris mal équipés, tandis que d'autres sont obligés de vivre dans la rue. Les bâtiments abritant des familles déplacées sont également la cible de frappes aériennes.

72. Un cessez-le-feu semble hors de portée. La situation humanitaire déjà précaire dans le pays pourrait se détériorer davantage et soumettre les autorités libanaises à une pression insoutenable. L'accès de l'aide humanitaire devient de plus en plus difficile en raison de la violence des attaques israéliennes, qui visent souvent des travailleurs humanitaires et des secouristes ainsi que des hôpitaux et des établissements de santé.

73. Les Forces de défense israéliennes utilisent au Liban les mêmes tactiques qu'à Gaza. Il est regrettable que la communauté internationale reste impuissante alors que le droit international humanitaire est vidé de toute substance à Gaza et au Liban et cela dans l'impunité totale. L'absence de cessez-le-feu à court terme pourrait sérieusement entraver les efforts du HCR dans la région.

74. En rendant inhabitables de vastes étendues du Liban, la Puissance occupante empêche effectivement le retour de la population déplacée et menace l'avenir du Liban en tant que nation. La communauté internationale doit s'opposer à la militarisation des déplacements qui ont lieu au Liban en violation des conventions de Genève ou doit s'attendre à davantage de conflits, d'intolérance et de radicalisme au Moyen-Orient.

75. Le HCR et les autres entités des Nations Unies doivent continuer à mobiliser la communauté internationale pour prévenir tout effondrement total. Le soutien aux réfugiés et aux communautés d'accueil doit être renforcé et le HCR doit continuer à appeler à un cessez-le-feu et à la fin de la violence sanglante au Liban.

76. **M. White** (Irlande) dit que sa délégation souhaite rendre hommage au personnel du HCR, qui travaille dans des conditions difficiles et souvent dangereuses à travers le monde, et présenter ses condoléances à la suite du récent assassinat de deux collègues du HCR au Liban.

77. Il faut parvenir à une désescalade urgente des conflits et à un cessez-le-feu immédiat et accroître l'aide humanitaire au Liban et à Gaza. Au cours d'une année qui s'annonce comme la plus meurtrière jamais enregistrée pour les travailleurs humanitaires, l'Irlande réaffirme combien il est important de respecter le droit international humanitaire. Les conflits destructeurs, les urgences climatiques et l'insécurité économique touchent de manière disproportionnée les personnes les plus vulnérables et les moins responsables de ces phénomènes. Les conflits au Moyen-Orient, au Soudan, en Ukraine et ailleurs ont entraîné des déplacements massifs. Consciente du fardeau assumé par les pays et les communautés qui accueillent les personnes contraintes de fuir, la délégation irlandaise réaffirme son engagement à soutenir ces pays et communautés, en gardant à l'esprit la responsabilité partagée qui incombe aux États de protéger les réfugiés sans faire de discrimination.

78. Le HCR doit être félicité pour ses efforts visant à protéger tous les réfugiés, les demandeurs d'asile, les personnes déplacées et les apatrides, indépendamment de leur âge, de leur genre ou de leur origine, y compris les personnes LGBTIQ+. Les difficultés auxquelles font face les femmes et les filles restent très préoccupantes et la délégation irlandaise souligne que le HCR doit veiller à ce que les survivant(e)s de la violence fondée sur le genre continuent de se voir accorder la priorité.

79. Au deuxième Forum mondial sur les réfugiés, l'Irlande a pris un certain nombre d'engagements concernant le financement de base, l'action climatique, la sécurité alimentaire, la consolidation de la paix, la réinstallation, l'intégration et les voies de migration sûres et légales, et elle reste déterminée à atteindre les objectifs énoncés dans le Pacte mondial sur les réfugiés.

80. Comme l'a rappelé le Haut-Commissaire, pour garantir la durabilité des interventions humanitaires, il importe que les États travaillent en étroite collaboration avec les organisations locales. Le défi consiste à passer de relations simplement financières ou contractuelles à des partenariats plus égaux et plus significatifs. Travailler en partenariat avec les acteurs locaux ne fera que renforcer le mandat de protection essentiel du HCR et sa capacité de venir en aide à ceux qui en ont le plus besoin.

81. Nul ne peut ignorer les effets des changements climatiques et le fait que les migrations induites par le climat vont durer dans le temps. La délégation irlandaise se félicite de l'adoption du Plan stratégique pour l'action climatique 2024-2030 et de la création du Fonds pour la résilience climatique. L'Irlande a récemment annoncé sa plus grande enveloppe budgétaire dédiée à l'aide au développement à ce jour, y compris une augmentation sensible de ses contributions liées au climat. La délégation irlandaise est consciente du déficit croissant de financement de l'aide humanitaire et salue le rôle que le HCR joue pour veiller à ce que les crises prolongées et oubliées ne disparaissent pas de l'ordre du jour de l'aide humanitaire internationale.

82. L'évolution du HCR vers une programmation durable et une budgétisation pluriannuelle est bienvenue. La délégation irlandaise espère que la dépendance à l'égard de l'aide dans les situations de déplacement prolongé pourra être réduite sans préjudice du mandat principal du Haut-Commissariat, qui est de fournir une protection et une assistance humanitaire. Depuis 2023, l'Irlande fournit son financement de base au HCR dans le cadre d'un accord pluriannuel afin d'assurer la prévisibilité et la flexibilité et de faciliter la planification à long terme de l'organisation. La délégation irlandaise engage les donateurs à envisager un financement à plus long terme. En 2024, l'Irlande a fourni un financement humanitaire pour soutenir des opérations du HCR en Jordanie, au Pakistan, au Venezuela, au Bangladesh, en Afghanistan, en République-Unie de Tanzanie, en Ukraine, au Soudan et au Liban.

83. **M. Omar** (Yémen) regrette que le Haut-Commissaire n'ait pas mentionné le Yémen dans sa déclaration liminaire, ce qui, espère-t-il, ne signifie pas que le HCR abandonne les personnes déplacées au Yémen à leur sort. S'il est communément admis que la guerre au Yémen, déclenchée par un coup d'État mené par les houthistes, a pris fin à la suite de la signature d'une trêve officieuse, il n'en demeure pas moins que les missiles et les drones des houthistes, fabriqués par l'Iran, continuent de prendre pour cible les installations économiques et les postes d'exportation de pétrole et de gaz, privant ainsi le Gouvernement de 70 % de ses recettes. Dix années se sont écoulées depuis le début de la guerre. La situation économique du Yémen est catastrophique et une crise humanitaire fait rage, 88 % de la population vivant en dessous du seuil d'extrême pauvreté et dépendant totalement de l'aide humanitaire. Alors que la situation au Yémen est bien sombre, la région dans son ensemble est elle aussi marquée par la tragédie, dans la mesure où la machine de guerre israélienne tue aveuglément des Palestiniens et des Libanais en toute impunité grâce au soutien militaire et politique de certaines superpuissances.

84. Le rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés à l'Assemblée générale (A/79/12) indique que le Yémen est l'un des pays qui compte le plus grand nombre de personnes déplacées, soit environ 5 millions, dont près de 3 millions vivent dans des zones contrôlées par le Gouvernement légitime. Les déplacements massifs dans le pays sont imputables aux actions des insurgés houthistes, qui ont commis des violations des droits de l'homme, confisqué l'aide humanitaire, détenu arbitrairement des travailleurs humanitaires et des employés d'organisations internationales et restreint l'accès à l'aide pour les personnes dans le besoin. Le Gouvernement yéménite regrette la récente décision du Haut-Commissariat de réduire son soutien aux personnes déplacées dans le pays, ce qui ne fera qu'aggraver leur situation. La délégation yéménite appelle le HCR à reconsidérer sa décision.

85. Une nouvelle vague de déplacements forcés a été provoquée par des changements climatiques et des phénomènes météorologiques violents. Plus de 100 000 familles ont été contraintes de se déplacer après que les inondations ont emporté leurs maisons et détruit leurs moyens de subsistance. Les communautés d'accueil s'efforcent de faire face à ce fardeau supplémentaire.

86. Le Gouvernement, avec l'aide de la communauté internationale, s'efforce de résoudre le problème des déplacements internes. Cependant, il fait face à plusieurs défis, notamment un manque de financement. Le Gouvernement soutient la stratégie du HCR qui consiste à s'éloigner des opérations d'urgence pour s'orienter vers des solutions durables et des projets pérennes. Il s'efforce de jeter les bases qui permettront d'opter pour pareilles solutions et, à cette fin, a réalisé une étude sur les rapatriés et leurs besoins, dont il ressort que 2,2 millions de personnes vivant dans des zones contrôlées par le Gouvernement légitime n'ont reçu aucun soutien ni aucune assistance et sont retournées dans des zones détruites pendant la guerre.

87. La délégation yéménite demande une nouvelle fois à tous les pays amis et aux organisations internationales de donateurs de soutenir le plan d'intervention humanitaire pour le Yémen en 2024 et exhorte le HCR et la communauté internationale à maintenir la situation humanitaire au Yémen sur leur liste de priorités et à s'acquitter de leurs obligations envers les pays qui accueillent des réfugiés en partageant le fardeau, en trouvant des solutions durables et en fournissant davantage de ressources financières et humanitaires pour aider les pays en développement. Les pays industrialisés qui exportent des armes et sont les plus

grands pollueurs doivent assumer leurs responsabilités, combler le déficit de financement et apporter un soutien généreux au HCR et aux pays en développement, qui continuent de supporter le coût élevé des déplacements.

88. **M. Bálek** (Tchéquie) dit que sa délégation tient à exprimer sa reconnaissance pour le travail inlassable que les équipes du HCR accomplissent sur le terrain, souvent dans des conditions difficiles, voire mortelles. La délégation tchèque partage les préoccupations du Haut-Commissaire quant à l'ampleur sans précédent des déplacements résultant d'un nombre croissant de situations d'urgence humanitaire. La complexité des déplacements, qui prennent souvent la forme de mouvements mixtes, est tout aussi préoccupante. La riposte doit être holistique et globale et mettre l'accent sur les personnes ayant besoin d'une protection internationale. La détermination du HCR à appliquer une approche axée sur l'ensemble de la route et son travail sur des approches nouvelles, innovantes et humaines de l'asile, telles que le traitement régional, sont fort appréciés, de même que sa volonté de travailler en partenariat étroit avec les États et d'autres organisations internationales, telles que l'OIM.

89. L'agression russe non provoquée et injustifiée contre l'Ukraine dure depuis plus de deux ans. La Tchéquie a accueilli plus de 600 000 Ukrainiens, pour la plupart des femmes et des enfants. L'action concertée et la solidarité de la société civile ont permis d'aider rapidement et efficacement les réfugiés ukrainiens. Si la plupart d'entre eux sont désormais intégrés dans la société tchèque, ils espèrent toujours rentrer chez eux lorsque la situation le permettra.

90. Au cours des dix dernières années, la Tchéquie a fourni quelque 25 millions d'euros pour soutenir le travail du HCR en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie. En 2024, le Gouvernement a fait don de 3 millions d'euros pour soutenir les opérations du HCR en Afghanistan, en Mauritanie et au Rwanda. Des fonds supplémentaires destinés à soutenir les réfugiés libanais et syriens ont récemment été approuvés comme suite aux appels éclairés lancés par l'Organisation des Nations Unies. La délégation tchèque est consciente que, malgré les efforts de nombreux donateurs, le HCR reste confronté à un grave déficit de financement. Elle salue donc les efforts que le Haut-Commissariat déploie dans les domaines suivants : l'établissement de priorités, la programmation durable, le lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix, le renforcement de la collaboration avec les partenaires locaux et la coordination efficace à l'échelle du système des Nations Unies.

91. **M. Manley** (Royaume-Uni) souhaite rendre hommage aux travailleurs humanitaires qui ont perdu la vie au cours de l'année écoulée, notamment aux collègues du HCR décédés dans l'exercice de leurs fonctions au Liban.

92. La délégation est profondément préoccupée par la détérioration de la situation humanitaire au Moyen-Orient. Toutes les parties doivent respecter le droit international humanitaire et assurer la protection des civils et des infrastructures. Le Gouvernement du Royaume-Uni est convaincu que les combats doivent cesser, que les otages doivent être libérés et que l'aide humanitaire doit pouvoir accéder librement et en toute sécurité à ceux qui en ont besoin.

93. Face à l'augmentation des déplacements à l'échelle mondiale, le Gouvernement entend travailler avec le HCR pour faire face à l'augmentation du nombre de crises prolongées et émergentes. Sa détermination à rechercher des solutions multilatérales est claire et solide. Toutefois, il est évident que l'attention internationale doit également se porter sur la situation dans les pays d'origine afin de s'attaquer aux causes profondes des problèmes et d'investir dans des actions anticipatives visant à renforcer la résilience et l'indépendance et, en particulier, à autonomiser les femmes et les jeunes filles. Le HCR doit continuer à protéger les plus vulnérables, mais un soutien plus prévisible et plus durable s'impose pour utiliser plus efficacement des ressources de plus en plus sollicitées.

94. L'intervenant souhaite saluer le leadership et la générosité des pays d'accueil. Le Royaume-Uni s'engage à travailler avec eux pour trouver des solutions durables. Comme la délégation l'a déclaré au deuxième Forum mondial sur les réfugiés, il est nécessaire de dépasser les partenariats humanitaires traditionnels pour mobiliser une action commune durable qui permette de répondre aux besoins des personnes déplacées.

95. Face à l'invasion brutale de l'Ukraine par la Fédération de Russie, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies, le Royaume-Uni fournit une aide humanitaire de 100 millions de livres sterling pour l'année en cours. L'intervenant rend hommage au peuple britannique, qui a offert l'asile à quelque 300 000 Ukrainiens, et au peuple ukrainien, pour le sacrifice qu'il fait pour sa liberté et la sécurité du monde.

96. L'intervenant est reconnaissant à la Haute-Commissaire adjointe de s'être exprimée aussi clairement sur l'ampleur et l'horreur du conflit au Soudan, la crise humanitaire la plus grave au monde, qui touche quelque 25 millions de personnes, et sur le fardeau supporté par les pays voisins. Le Royaume-Uni a fourni près de 100 millions de livres sterling d'aide au Soudan en 2024.

97. Le Royaume-Uni félicite le HCR pour la façon dont il a dirigé la campagne « I Belong » visant à mettre fin à l'apatridie. Il exprime une nouvelle fois sa gratitude à l'ensemble du personnel du Haut-Commissariat pour l'aide inlassable qu'il apporte aux personnes dans le besoin dans des circonstances difficiles et dangereuses.

98. **M. Meron** (Israël) dit que sa délégation continue de soutenir la politique du HCR fondée sur l'âge, le genre et la diversité, qui est la clé d'un accès équitable et juste aux droits de l'homme pour les personnes en situation de migration ou de déplacement. L'intervenant met en avant le travail que la société civile israélienne a effectué pour lutter contre la violence sexuelle et la violence fondée sur le genre dans le conflit au Soudan du Sud et pour rétablir l'accès des enfants touchés par la violence à l'éducation dans les camps de réfugiés au Kenya.

99. Au cours de l'année qui a suivi l'attaque terroriste du Hamas contre Israël, les groupes terroristes du Hamas et du Hezbollah, ainsi que d'autres acteurs hostiles de la région comme les houthistes du Yémen, n'ont cessé de lancer des roquettes sur Israël. Au cours de cette période, plus de 20 000 roquettes ont été tirées à l'aveugle sur Israël, tandis que le Hezbollah a tiré plus de 13 000 projectiles, 1 500 missiles antichars et des centaines de drones explosifs sur Israël. Plus de 60 Israéliens, dont des enfants, ont été tués et des centaines d'autres blessés par des roquettes tirées par le Hezbollah ; les attaques du Hamas et du Hezbollah ont entraîné le déplacement de 250 000 Israéliens. Ces personnes méritent mieux que d'être constamment mises de côté par l'Organisation des Nations Unies. Israël et la société civile israélienne s'efforcent d'apporter leur aide en proposant des logements temporaires et d'autres formes d'assistance pour répondre aux besoins fondamentaux des communautés les plus marginalisées et les plus touchées, en fournissant des vivres et un soutien psychologique et en matière de santé mentale.

100. Israël n'est pas en guerre contre le peuple palestinien mais contre le Hamas. Il n'est pas en guerre contre le peuple libanais mais contre le Hezbollah. Il s'est engagé dans des opérations de raid limitées dans le sud du Liban, ciblant les infrastructures et les moyens militaires du Hezbollah le long de la Ligne bleue, dans le plein respect du droit international humanitaire. Plus de 700 installations terroristes du Hezbollah au Liban, telles que des tunnels, des missiles, des armes et des lanceurs dissimulés dans des zones civiles, ont été mises au jour et détruites.

101. La guerre urbaine entraîne toujours des morts tragiques et fait des dégâts colossaux mais certaines personnes, dans leurs déclarations, ont oublié d'évoquer le double crime de guerre commis par le Hezbollah et le Hamas, qui ont intégré leurs moyens et leurs agents dans la population et les infrastructures civiles et les ont utilisés pour cibler la population israélienne sans faire de discernement. Israël s'acquitte de son devoir de protéger ses citoyens contre les organisations terroristes qui cherchent à l'anéantir et continuera à prendre toutes les mesures nécessaires, dans le plein respect du droit international, pour assurer la sécurité de son peuple.

102. L'intervenant rappelle que le Hamas détient 101 otages depuis trois cent soixante-seize jours dans des conditions désastreuses dans les tunnels de Gaza : ils doivent être libérés immédiatement. Israël n'a aucune envie d'être au Sud-Liban. Il ne souhaite que protéger son peuple. Les populations innocentes du Liban et d'Israël ne doivent plus être retenues dans un bastion terroriste par le Hezbollah. Les peuples israélien et libanais sont du même côté, celui du monde libre contre le terrorisme.

103. **M. Johnson** (Togo) dit que le Togo a toujours été un pays d'accueil, où les demandeurs d'asile et les réfugiés de tous horizons ont trouvé assistance et refuge dans le respect du droit international. On compte environ 49 000 demandeurs d'asile et réfugiés au Togo, qui représentent 27 nationalités. L'augmentation sensible du nombre de ces personnes par rapport à 2023 résulte principalement de la crise sécuritaire au Sahel.

104. Malgré la complexité de la situation en ce qui concerne la sécurité, qui touche le Togo lui-même, le pays continue d'accueillir des personnes originaires de la région, et en particulier du Burkina Faso, dans le respect du principe de non-refoulement. Pour faciliter sa tâche, le Gouvernement togolais, avec l'appui de partenaires techniques, dont le HCR, vient d'achever une campagne d'enregistrement à l'échelle nationale afin de recueillir des données permettant de créer une base de données solide et fiable. Il accorde le statut de réfugié au cas par cas. Tous les demandeurs d'asile enregistrés du Burkina Faso ont reçu les papiers nécessaires.

105. Grâce aux programmes et plans nationaux de protection économique et sociale, les réfugiés et les personnes déplacées ont reçu une aide pour s'intégrer dans la société togolaise. Le Togo est également bénéficiaire du guichet de l'Association internationale de développement pour les communautés d'accueil et les réfugiés, qui contribue à renforcer la coexistence pacifique entre la population togolaise et les réfugiés.

106. Le Gouvernement togolais a pris plusieurs mesures pour lutter contre l'apatridie, notamment l'adoption d'un plan national, la création d'une commission nationale et l'adhésion à la Convention relative au statut des apatrides et à la Convention sur la réduction des cas d'apatridie. En outre, la numérisation des procédures d'identification a permis de délivrer plus de 700 000 certificats de nationalité. Ces mesures et d'autres encore n'auraient pas été possibles sans l'appui du HCR, auquel le Gouvernement exprime sa profonde gratitude.

107. **M. Tounkara** (Mali) dit que le Mali est plongé depuis 2012 dans une crise multidimensionnelle qui a entraîné des déplacements massifs à l'intérieur du pays et au-delà des frontières. Il souhaite exprimer la gratitude de son pays aux pays voisins qui ont offert un refuge à des citoyens maliens.

108. Le Mali mène une lutte active contre l'apatridie depuis dix ans et a adopté en 2017 un plan national dans le cadre de la campagne mondiale visant à mettre fin à l'apatridie. À la soixante-dixième session du Comité exécutif, en 2019, il s'est engagé à mettre en place un programme reposant sur quatre piliers : l'identification, grâce à un processus de détermination du statut ; la protection, grâce à une base de données permettant d'identifier les personnes exposées au risque d'apatridie ; la prévention, grâce à l'enregistrement des naissances non déclarées à l'état civil ; et la réduction des cas d'apatridie, grâce à la mise en conformité de la législation nationale avec les instruments internationaux relatifs à l'apatridie. Un projet de loi sur le statut de l'apatridie au Mali a été élaboré sur cette base et vient d'être soumis au Conseil des ministres.

109. En septembre 2024, plus de 300 000 réfugiés maliens se trouvaient dans les pays voisins de la Mauritanie, du Niger et du Burkina Faso. Le même mois, la Commission nationale des mouvements de population a enregistré plus de 370 000 personnes déplacées, réparties sur plus de 260 sites dans tout le pays. Un accord a été signé avec le HCR pour améliorer la coordination et la gestion de ces installations.

110. En ce qui concerne les personnes réfugiées sur son propre territoire, le Mali travaille en étroite collaboration avec le HCR, par l'intermédiaire de la Commission nationale pour les réfugiés, et a réalisé des progrès importants dans la mise en œuvre de sa politique de protection des demandeurs d'asile. Il a ratifié la Convention de l'Organisation de l'unité africaine régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique et, malgré la crise qu'il traverse, continue de remplir ses obligations en accueillant plus de 122 000 réfugiés de diverses nationalités. Dans ce contexte, et comme mesure supplémentaire visant à prévenir l'apatridie, les tribunaux ont délivré des certificats de naissance tardifs à des enfants réfugiés nés au Mali dont la naissance n'avait pas été enregistrée en temps voulu.

111. Le Mali félicite les travailleurs humanitaires, en particulier ceux du Sahel, pour leur travail sur de nombreux fronts en faveur des populations en difficulté ou en détresse.

112. **M. Grandi** (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) dit que le HCR est extrêmement préoccupé par les situations en Afrique de l'Ouest décrites par le représentant du Togo et par la pression exercée par les populations qui fuient la région du Sahel vers les États côtiers. Il s'agit d'une question qui mérite une plus grande attention et un soutien accru. Le HCR a besoin d'être soutenu dans ses efforts pour s'attaquer aux causes profondes de ces mouvements.

113. Le Haut-Commissaire comprend les subtilités politiques qui prévalent en Afrique de l'Ouest, mais il faut intervenir immédiatement, sous la forme d'une aide humanitaire dans un premier temps, tout en essayant de s'attaquer aux causes profondes du problème, afin d'éviter que des déplacements internes importants ne se transforment en flux de réfugiés. Il s'agit d'une question qui nécessite de dépasser les problèmes politiques et de promouvoir la coopération régionale. M. Grandi est reconnaissant au Togo pour les efforts qu'il a déployés afin de s'occuper de la situation. Le HCR a renforcé sa présence au Togo, comme l'avait demandé le Gouvernement. Le Haut-Commissaire félicite le Togo et le Mali pour leurs progrès dans la lutte contre l'apatridie.

114. Le Haut-Commissaire garantit au représentant d'Israël que les violences sexuelles et les violences fondées sur le genre restent une priorité pour le HCR. Il se fait l'écho de la condamnation répétée par le Secrétaire général de toutes les violations du droit international humanitaire, y compris les tirs de roquettes sur des infrastructures civiles et les prises d'otages. Les otages doivent être libérés. Toutefois, le Secrétaire général a également invoqué le droit international humanitaire qui, comme l'a fait observer le représentant du Royaume-Uni, doit être respecté par tous. Si la guerre urbaine fait inévitablement des victimes, il faut tout faire pour l'éviter. Il réitère son appel à un cessez-le-feu à Gaza, mais aussi au Liban, pour permettre le retour des personnes déplacées dans le nord d'Israël et des très nombreuses personnes déplacées au Liban.

115. S'étant récemment rendu au Liban, le Haut-Commissaire partage pleinement les préoccupations humanitaires exprimées par le représentant du pays. Il partage également les préoccupations concernant les conséquences plus larges de l'extension du conflit, non seulement en termes de paix et de sécurité dans la région et au-delà, mais aussi en termes de déplacements possibles au-delà du Liban. Outre les rapatriés syriens, il y a déjà un afflux de réfugiés libanais en République arabe syrienne. Tous ces faits nouveaux sont des indications de ce qui se produirait presque inévitablement s'il n'y avait pas de cessez-le-feu et d'arrêt des hostilités, sans parler de l'enracinement de la haine et de la division qui ont rendu la quête de la paix au Moyen-Orient si difficile au cours des dernières décennies.

116. Le HCR continue de s'engager au Yémen, comme il le fait depuis des décennies, quoique dans des situations différentes. Il est regrettable que le soutien aux graves crises humanitaires dans ce pays soit moins important que par le passé et M. Grandi appelle tous les donateurs à ne pas négliger l'intervention humanitaire au Yémen. Des ressources supplémentaires sont nécessaires. La décision de réduire l'aide humanitaire aux personnes déplacées n'a pas été prise par le HCR mais par l'Organisation des Nations Unies, principalement pour des raisons de sécurité, ce qui incite une fois de plus le Haut-Commissaire à appeler toutes les parties concernées à respecter le droit international humanitaire.

117. Le Haut-Commissaire remercie le représentant de l'Irlande pour le soutien fort qu'il a manifesté à l'égard du travail du HCR. L'Irlande est de plus en plus mobilisée en tant que pays donateur et est devenue une voix très importante dans les débats sur de nombreuses causes importantes. M. Grandi lui est reconnaissant de s'être engagée, en tant que membre du Conseil de sécurité et dans d'autres enceintes, à défendre de nombreuses causes importantes liées à la justice, à la liberté, à l'aide humanitaire, à l'égalité et aux réfugiés.

118. L'Irlande a mis en évidence un certain nombre de questions d'une grande importance pour le HCR, telles que la violence sexuelle et la violence fondée sur le genre, questions également soulevées par le représentant d'Israël. M. Grandi est également d'avis que la clé de la durabilité réside dans l'établissement de nouveaux partenariats véritables, mesure qui est au cœur de ce que le HCR tente de faire avec la Banque mondiale, les institutions de développement, les pays d'accueil et le secteur privé.

119. Le Haut-Commissaire félicite la Tchéquie d'avoir accueilli un très grand nombre de réfugiés ukrainiens, l'un des plus grands nombres en Europe, et d'avoir accru son soutien à l'étranger en tant que pays donateur dans d'autres situations de crise. Il se félicite vivement que le représentant du Royaume-Uni ait réaffirmé sans équivoque l'engagement multilatéral de son gouvernement dans des domaines très importants tels que les initiatives de paix, l'action climatique, le soutien aux objectifs de développement durable et les opérations en faveur des réfugiés. Les points que le représentant a soulevés concernant l'efficacité et la durabilité ont été entendus et seront pris en compte.

120. **M^{me} Voicu** (Roumanie) dit que sa délégation rend hommage aux travailleurs humanitaires qui ont péri dans l'exercice de leurs fonctions au cours de l'année au Liban et dans d'autres pays. La Roumanie continue d'honorer les engagements pris au deuxième Forum mondial sur les réfugiés. Elle a assumé ses responsabilités à l'égard des réfugiés ukrainiens en adoptant une approche globale de la société. En août 2024, près de 10 millions de citoyens ukrainiens étaient entrés en Roumanie ; près de 170 000 ont bénéficié d'une protection temporaire ; quelque 47 000 enfants ont été inscrits dans le système d'enseignement public ; environ 350 millions d'euros ont été dépensés pour l'alimentation et l'hébergement. Les réfugiés ukrainiens bénéficient de nombreuses formes de soutien et d'assistance, dans des domaines tels que la santé, la protection sociale, les indemnités pour personnes handicapées, le salaire minimum et le droit au travail. Depuis juillet 2024, les nouveaux arrivants sont hébergés dans des abris temporaires dotés de services publics de base et d'une assistance médicale d'urgence. Le Gouvernement travaille avec des partenaires extérieurs pour créer des programmes d'inclusion et d'intégration afin de garantir le respect des principes du droit international humanitaire, des droits de l'homme et de la dignité tout au long du processus d'octroi de la protection internationale.

121. **M. Bichler** (Luxembourg) dit que sa délégation présente ses sincères condoléances au HCR pour la perte de deux de ses collaborateurs au Liban. Le Luxembourg est gravement préoccupé par l'intensification de la violence à l'égard du personnel humanitaire.

122. Le Luxembourg engage le HCR à poursuivre ses efforts dans le cadre de l'approche de programmation durable axée sur les solutions afin de promouvoir l'inclusion, l'autonomie et la résilience des personnes déplacées et des communautés d'accueil. Il prend note du projet de budget-programme pour 2025, fruit d'efforts de hiérarchisation et d'efficacité visant à garantir des interventions ciblées malgré les difficultés de financement.

123. Avec plus de 120 millions de personnes déplacées de force dans le monde et la moitié d'entre elles déplacées dans leur propre pays, le Luxembourg se félicite du lancement du Plan stratégique 2024-2030 pour faire avancer la protection et les solutions pour les personnes déplacées dans leur propre pays et des contributions affectées à la fourniture d'une protection et de solutions. Il continuera à faire preuve de solidarité avec les personnes relevant du mandat du HCR et avec les pays d'accueil. Dans le cadre de son partenariat stratégique pour 2022-2025, le Luxembourg s'est engagé à fournir un financement pluriannuel prévisible au budget à hauteur de 33,4 millions d'euros.

124. Convaincu que l'inclusion numérique permettra de faire la différence pour des milliers de réfugiés et de personnes déplacées, le Luxembourg est cofondateur de l'initiative multipartite Connectivity for Refugees, avec le HCR, l'Union internationale des télécommunications et l'association Global System for Mobile Communications (GSM). Il apporte également un soutien politique à cette initiative.

125. Le Luxembourg appuie un système d'alerte précoce et de réaction rapide aux déplacements forcés, élaboré en collaboration avec l'Institut luxembourgeois des sciences et technologies, afin d'anticiper les crises humanitaires et d'y réagir.

126. **M. Islam** (Bangladesh) dit que le Bangladesh se félicite des engagements qui ont été pris au deuxième Forum mondial sur les réfugiés en vue de soutenir le HCR, de fournir une assistance humanitaire durable aux réfugiés et d'apporter des solutions durables à la crise des réfugiés. Toutefois, en raison notamment de l'émergence de nouveaux conflits et des effets que continuent d'avoir des crises de longue date, un nombre sans précédent de personnes fuient leur foyer dans le monde entier et recherchent une protection internationale. En outre, de plus en plus de personnes sont contraintes de partir de chez elles pour des raisons liées aux conditions climatiques. En 2022, 84 % des réfugiés et des demandeurs d'asile ont fui des

pays très vulnérables aux changements climatiques. Dans le même temps, un pourcentage élevé de personnes déplacées de force et d'apatrides vivent dans des pays vulnérables aux changements climatiques. L'importance accordée par le Haut-Commissaire au Plan stratégique d'action climatique par domaine d'action (2024-2030) est donc bienvenue.

127. Les pays en développement continuent de porter le fardeau de l'accueil de la majorité des réfugiés dans le monde, ce qui compromet gravement leurs efforts de développement. La coopération internationale, fondée sur le principe du partage équitable des charges et des responsabilités, est donc devenue plus importante que jamais. La communauté internationale doit rester ferme dans ses efforts pour trouver des solutions durables et s'attaquer aux causes profondes des déplacements. Il est également important que le HCR établisse des partenariats stratégiques avec les institutions financières internationales, les partenaires de développement et le secteur privé.

128. Le Bangladesh accueille depuis sept ans quelque 1,2 million de Rohingya qui ont été déplacés de force du Myanmar, et plus de 30 000 personnes supplémentaires sont arrivées récemment à la suite d'une escalade du conflit dans l'État rakhine. Ils ont été accueillis dans des camps spacieux dotés d'installations modernes et ont eu accès à l'enseignement primaire et secondaire. Le Gouvernement bangladais compte sur un soutien international concerté pour aider à créer des moyens de subsistance pour la communauté. Toutefois, la présence d'une communauté déplacée aussi importante a menacé la stabilité sociale et environnementale de Cox's Bazar, et des Rohingya sont impliqués dans des activités criminelles.

129. La crise liée aux Rohingya a pris naissance au Myanmar, et c'est là que se trouve la solution. La réalisation du droit au retour est le point de départ à partir duquel les Rohingya pourront progressivement exercer leurs droits fondamentaux et s'intégrer dans la société. Le Gouvernement bangladais a noté le vif intérêt des autorités du Myanmar pour l'accueil des Rohingya déplacés dans leur pays, et il se félicite des efforts que le HCR a déployés pour déterminer dans quelle mesure les personnes déplacées souhaitaient rentrer chez elles. Il se félicite que le Haut-Commissaire continue de mettre l'accent sur la crise liée aux Rohingya et qu'il ait eu récemment des échanges avec Muhammad Yunus, Conseiller principal du Gouvernement intérimaire.

130. En cette période d'instabilité, les catastrophes climatiques et les calamités naturelles peuvent rendre inefficaces l'assistance et les protections humanitaires traditionnelles. Le Bangladesh se félicite du lancement du Fonds du HCR pour la résilience climatique et demande à la communauté internationale de créer un fonds climatique mondial distinct qui sera consacré aux réfugiés.

131. **M. Payot** (Belgique) dit qu'étant donné le nombre sans précédent de personnes déplacées dans le monde, l'écart grandissant entre les besoins de ces personnes et les ressources mises à disposition pour y répondre est très préoccupant. La guerre d'agression menée par la Fédération de Russie en Ukraine, la situation humanitaire de plus en plus catastrophique à Gaza, au Liban, au Soudan, en Syrie, en République démocratique du Congo, au Yémen, au Sahel et d'autres conflits et crises non résolus dans d'autres parties du monde ont contraint des millions de personnes à fuir leur foyer. En ce qui concerne la situation au Moyen-Orient, la Belgique appelle à un cessez-le-feu immédiat de toutes les parties, à la libération des otages et au retour au dialogue. Son pays est et restera attaché au respect du droit international, du droit international humanitaire et de l'architecture multilatérale.

132. La Belgique verse au HCR des contributions flexibles, non affectées et pluriannuelles et a augmenté ses contributions au cours de la période 2024-2026. Ce soutien structurel doit permettre au HCR de concevoir des opérations pour remédier aux crises oubliées, qui sont une priorité pour la Belgique, laquelle soutient également la recherche de solutions durables, conformément aux engagements pris au Forum mondial sur les réfugiés. L'aide humanitaire doit bénéficier à la fois aux personnes déplacées et aux communautés d'accueil. Face à des crises complexes et prolongées, le HCR est invité à travailler avec les acteurs du développement pour faire tomber les barrières et rechercher des solutions durables visant à autonomiser les communautés de personnes déplacées et les communautés d'accueil, réduisant ainsi la dépendance à l'égard de l'aide. Le plan institutionnel du HCR concernant les solutions au déplacement interne est un pas dans la bonne direction, et une coordination étroite avec d'autres organisations internationales, en particulier l'OIM, reste essentielle.

133. La protection doit être au cœur de toute action humanitaire. La Belgique appelle donc à un financement accru des initiatives de protection et de celles visant la prévention et la protection proactive. Elle soutient les efforts de décentralisation et de régionalisation du Haut-Commissariat, qui lui permettront de gagner en efficacité et en flexibilité, à condition que sa structure ne devienne pas trop cloisonnée.

134. La Belgique soutient fermement la vision de l'Alliance mondiale visant à mettre fin à l'apatridie et a récemment promulgué une nouvelle loi sur l'apatridie accordant le droit de résidence aux apatrides qui ne relèvent pas de la Convention relative au statut des réfugiés.

135. **M^{me} Izata** (Angola) dit qu'en 2023, l'Angola a lancé une campagne d'enregistrement des réfugiés et de délivrance de documents d'identité, garantissant ainsi à ces personnes la reconnaissance de leurs droits. Le Gouvernement poursuit la procédure d'octroi de permis de résidence aux anciens réfugiés du Libéria, de la Sierra Leone et du Rwanda auxquels s'appliquent des clauses de cessation dans le cadre des efforts d'intégration locale. L'enregistrement des familles de réfugiés a été effectué dans tout le pays, l'accent étant mis sur l'enregistrement des naissances des enfants nés de réfugiés en Angola. Conformément à la Convention relative au statut des apatrides et à la Convention sur la réduction des cas d'apatridie, le Gouvernement a continué à étendre le champ d'application de l'enregistrement civil de ses citoyens dans le pays et à l'étranger dans le cadre d'un processus inclusif et participatif. Pour illustrer son engagement en faveur des activités du HCR, l'Angola a versé une contribution volontaire de 100 000 dollars lors de la précédente session du Comité exécutif.

136. La campagne « I Belong » a eu des effets positifs en Angola parce qu'elle a permis d'accélérer les progrès vers l'élimination de l'apatridie. L'Angola s'est donc engagé à rejoindre l'Alliance mondiale visant à mettre fin à l'apatridie et soutiendra le HCR dans ses efforts pour atteindre les objectifs fixés dans le cadre de cette nouvelle initiative.

137. **M. Boutadghart** (Maroc) dit que la notion de programmation durable peut aider le HCR à relever plus efficacement les défis croissants liés aux situations d'urgence humanitaire. Le Maroc se félicite que les réfugiés soient mieux intégrés dans leurs communautés d'accueil, et il a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration d'un engagement concernant la santé des réfugiés au Forum mondial sur les réfugiés, qui a été signé par 48 États.

138. Pendant de nombreuses décennies, le Maroc a traité la question des mouvements mixtes avec dignité, humanité et responsabilité. Son approche humaine de la gestion des frontières pourrait être utilisée dans la mise en place d'une approche axée sur les itinéraires. Le pays accorde la plus grande importance aux missions de sauvetage en mer. En 2023, ses autorités maritimes ont permis de sauver la vie de plus de 10 000 personnes au cours de ces missions. Dans le même temps, il appelle à mettre fin aux cas de refoulement violents et arbitraires qui exposent les familles à de nouveaux dangers et renforcent l'insécurité, en particulier dans les pays et régions voisins, où des migrants sans défense ont été abandonnés en plein désert.

139. Les organisations humanitaires doivent avoir un accès libre, illimité et inconditionnel aux camps de réfugiés. Les droits des réfugiés ne doivent pas être sacrifiés sur l'autel d'intérêts politiques étriés. Le Maroc appelle le HCR à renforcer ses mesures visant à assurer la transparence de ses opérations et à lutter contre le détournement de l'aide humanitaire ; chaque centime doit être utilisé pour soulager la détresse et restaurer la dignité des réfugiés en vue de leur retour volontaire. En outre, l'aide humanitaire ne doit pas être utilisée comme un instrument pour maintenir prisonnières les populations déplacées, en particulier par des États qui tirent des revenus considérables de l'exploitation des ressources naturelles. Il est également temps que la communauté internationale et le HCR exercent une pression plus forte sur les pays d'accueil afin qu'ils procèdent à l'enregistrement transparent et régulier des réfugiés dans les camps.

140. Près de 1,2 million de personnes ont été déplacées en l'espace de quelques jours au Liban qui, selon le HCR, compte le plus grand nombre de réfugiés par habitant et par kilomètre carré au monde. Un an après la catastrophe humanitaire sans précédent dans le Territoire palestinien occupé, le Maroc réaffirme sa position ferme en faveur d'un

cessez-le-feu immédiat et de l'accent urgent à l'aide humanitaire. Il met en garde contre la catastrophe humanitaire causée par la détérioration continue de la situation au Soudan et appelle au soutien de la communauté internationale.

141. **M. Sterk** (Bulgarie) dit que, malgré les engagements que les membres du Comité exécutif prennent année après année pour lutter contre la violence et la souffrance humaine dans le monde, le nombre de personnes déplacées de force ne cesse d'augmenter. La guerre d'agression russe en cours contre l'Ukraine, l'aggravation des crises humanitaires et sécuritaires à Gaza et au Liban, les situations épouvantables au Soudan, en République démocratique du Congo, en Haïti, en Afghanistan et en Syrie, ainsi que celle à laquelle fait face le peuple rohingya, continuent de mettre à l'épreuve la capacité de la communauté internationale de prévenir les effets des déplacements massifs et d'y répondre de manière adéquate. La Bulgarie appelle à une action immédiate pour s'attaquer aux causes profondes des déplacements forcés, garantir le plein respect des droits de l'homme et du droit humanitaire et assurer la fourniture de l'aide et des secours humanitaires d'une manière sûre et durable. Elle apprécie le rôle que joue le HCR dans la sensibilisation aux besoins des personnes déplacées sur le terrain et se félicite de l'adoption de la politique de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence.

142. Au Forum mondial sur les réfugiés, le Gouvernement s'est engagé à augmenter le nombre de personnes réinstallées en Bulgarie. Il se félicite de l'engagement du HCR à continuer de répondre aux préoccupations et aux besoins des personnes en situation de vulnérabilité, en particulier les enfants, les femmes et les filles, ainsi que les personnes handicapées, et à rechercher une protection inclusive et des solutions innovantes. À cet égard, l'Agence bulgare pour les réfugiés a élaboré un nouveau projet visant à trouver des solutions alternatives pour offrir des services de prise en charge sociale complets aux enfants réfugiés non accompagnés. Axé sur les besoins des enfants réfugiés, ce projet vise à les intégrer pleinement dans la communauté en dehors des centres d'accueil gérés par l'Agence. La Bulgarie reste engagée dans la lutte mondiale contre l'apatridie et continuera à verser des contributions financières pour soutenir les efforts du HCR visant à aider les pays d'accueil, à protéger les réfugiés et à trouver des solutions durables.

143. **M. Bladehane** (Algérie) dit que la situation humanitaire se détériore d'année en année au niveau mondial. Par ailleurs, les principales raisons des déplacements forcés restent les mêmes : la persistance du colonialisme, les persécutions, les guerres et les effets de plus en plus tangibles des changements climatiques. L'Afrique reste le continent le plus touché par ce phénomène et la communauté internationale doit donc montrer son engagement en faveur d'un partage équitable des charges et des responsabilités en apportant aux pays africains le soutien dont ils ont besoin pour protéger les personnes déplacées.

144. Il importe que tous les États prennent des mesures pour honorer les engagements pris au Forum mondial sur les réfugiés afin d'alléger les souffrances des réfugiés et le lourd fardeau qui pèse sur les pays d'accueil. La mise en œuvre de solutions durables qui permettent de s'attaquer aux causes des déplacements et de favoriser le retour volontaire est essentielle. L'Algérie a pris des engagements concernant les questions d'éducation et de santé au Forum. À cet égard, elle continue de fournir aux personnes sahraouies déplacées qui vivent dans des camps sur son territoire un accès à l'éducation et aux services de santé. Autre engagement, l'élaboration d'une loi sur l'asile prévoyant la création d'un organisme autonome chargé des réfugiés a déjà bien progressé.

145. Le Comité exécutif doit rejeter toute tentative de politiser les efforts humanitaires en faveur des réfugiés. Il n'est pas opportun, par exemple, de discuter de la situation politique au Sahara occidental dans le cadre de la présente session. Il est d'ailleurs paradoxal que le pays qui est à l'origine de la souffrance des réfugiés sahraouis appelle l'Algérie à respecter ses engagements internationaux. Le pays en question n'a aucune légitimité pour discuter de ces personnes, puisqu'il ne les a pas accueillies sur son territoire et qu'il n'a pas donné d'argent pour aider leur cause. L'Algérie continue de remplir son devoir humanitaire et engage la communauté internationale à maintenir son soutien envers ces réfugiés.

146. Les conséquences humanitaires catastrophiques de l'agression de la force d'occupation dans la bande de Gaza et en Cisjordanie sont très préoccupantes. Ce même agresseur a continué à faire preuve d'un mépris total des principes fondamentaux du droit

international et du droit international humanitaire en envahissant le Liban. L'Algérie condamne sans équivoque les massacres perpétrés contre les civils et les travailleurs humanitaires et appelle la communauté internationale à user de tout son pouvoir pour que la puissance coloniale soit amenée à rendre des comptes. En même temps, elle engage le HCR à continuer de fournir une assistance humanitaire aux milliers de personnes déplacées à la suite de l'agression.

147. **M^{me} Duncan** (Nouvelle-Zélande) dit que l'ampleur, la portée, la durée et la complexité des crises humanitaires dans le monde ne cessent d'augmenter. Le nombre de personnes déplacées par rapport à la population mondiale a doublé au cours des dix dernières années, et le HCR estime que près de 3 millions de personnes auront besoin d'être réinstallées en 2025. Les crises liées à l'aggravation de l'insécurité alimentaire, aux changements climatiques, aux catastrophes naturelles et à la dégradation de l'environnement entraînent une déstabilisation accrue, et l'augmentation persistante des déplacements forcés en raison des conflits armés est particulièrement préoccupante. À cet égard, la Nouvelle-Zélande a condamné sans équivoque l'attaque non provoquée et injustifiée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, qui a causé d'immenses souffrances et d'importants déplacements de population. Le conflit au Moyen-Orient continue d'avoir des conséquences catastrophiques pour les Palestiniens et, de plus en plus, pour d'autres populations civiles dans toute la région. La Nouvelle-Zélande est particulièrement préoccupée par la situation humanitaire au Soudan, qui fait face à la plus grande crise de déplacement interne au monde, en plus des épidémies, des chocs climatiques et de la famine.

148. La Nouvelle-Zélande a toujours fourni au HCR un financement pluriannuel sans affectation particulière pour lui permettre de réagir aux crises. Au cours de l'année écoulée, elle a complété ce financement par des contributions aux programmes de protection et d'assistance humanitaires du HCR en faveur des réfugiés soudanais et ukrainiens. La mise en œuvre du programme néo-zélandais de quotas de réfugiés, qui existe depuis longtemps, illustre bien l'engagement du Gouvernement à trouver des solutions de réinstallation pour les réfugiés. L'année précédente, la Nouvelle-Zélande a tenu sa promesse de réinstaller 1 500 réfugiés ayant des besoins de protection prioritaires et a accordé la résidence à 600 personnes dans le cadre du programme de visa de résident pour le soutien aux familles de réfugiés. Elle reste déterminée à honorer ses engagements à l'égard des réfugiés dans les domaines de la participation effective, de l'emploi et de l'autosuffisance et de l'inclusion dans les systèmes de santé.

149. **M. Grandi** (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) dit que la Nouvelle-Zélande continue de fournir au HCR des contributions fiables, flexibles et pluriannuelles. Elle a également mis en place l'un des programmes de réinstallation les plus importants de tous les pays. Le HCR lui en est particulièrement reconnaissant, car la réinstallation est un geste important de partage de la charge.

150. Le représentant du Bangladesh a soulevé un point très important concernant le lien entre la durabilité et la nécessité d'une action climatique liée aux déplacements. Pour que le soutien aux réfugiés et aux communautés d'accueil soit durable, il doit tenir compte de l'action climatique. Le Bangladesh a déployé des efforts considérables au fil des décennies, et surtout au cours des sept dernières années, pour faire face aux vagues de réfugiés arrivant du Myanmar. Le HCR a tout mis en œuvre pour aider le Bangladesh à préserver sa tradition d'hospitalité à l'égard des personnes qui traversent les frontières. Les nouveaux arrivants ont également besoin de protection, car ils fuient une situation de nouveau difficile dans l'État rakhine. Les efforts visant à créer les conditions permettant aux personnes déplacées de retourner dans leur pays d'origine doivent primer et, malgré les risques et l'insécurité, le HCR continue à travailler dans l'État rakhine pour tenter d'y rassembler les communautés. Il est également prêt à soutenir tout dialogue entre le Bangladesh et le Myanmar. Il est très important de garantir l'accès des réfugiés rohingya à l'éducation. Il est nécessaire de donner de l'espoir et des opportunités aux jeunes des communautés déplacées. Sinon, ils pourraient devenir un fardeau pour le pays d'accueil et la région.

151. Pays d'accueil et de transit, le Maroc est très attaché à la question des migrations et accorde la même importance que le HCR à la mise en œuvre d'un soutien durable et d'une approche fondée sur l'accueil. Le HCR apprécie grandement les engagements pris par le Maroc au Forum mondial sur les réfugiés. Comme l'a fait observer le représentant du Maroc,

les questions civiles et la dépolitisation de l'aide humanitaire restent au cœur du travail du HCR. Il tient également à rassurer le représentant de l'Algérie sur le fait que le HCR ne perdra pas de vue la situation des réfugiés sahraouis. Une solution politique à cette situation s'impose, car il n'est pas possible de mener une action humanitaire appropriée dans un climat de tension politique. À cet égard, il ne doute pas que l'Algérie défendra les principes humanitaires en tant que membre actuel du Conseil de sécurité.

152. L'Angola a donné l'exemple aux autres pays en versant au HCR la contribution financière qu'il avait annoncée à la précédente session du Comité exécutif. M. Grandi salue les efforts que l'Angola déploie pour intégrer les personnes mentionnées par la délégation, auxquelles s'appliquaient des clauses de cessation.

153. Le Luxembourg est à la fois un donateur flexible et un allié politique du HCR. Il a adopté une approche pluriannuelle pour ses contributions financières afin de garantir que le HCR puisse poursuivre son travail sur le long terme. Il s'est engagé à faire des progrès en matière d'inclusion numérique, de connectivité et de systèmes d'alerte précoce, questions que la Haute-Commissaire adjointe examinera avec le Gouvernement durant sa prochaine visite dans le pays. La Belgique est un autre donateur flexible qui semble devenir plus généreux d'année en année. La délégation a appelé l'attention sur les communautés d'accueil, dont la situation ne doit pas être négligée, en particulier dans les pays qui sont touchés par des afflux importants et qui disposent de rares ressources. La centralité de la protection est également importante. La régionalisation n'est pas synonyme de fragmentation et le HCR doit conserver une vision unifiée même si ses opérations sont de plus en plus régionalisées. Le Haut-Commissaire a été le témoin direct du travail important et généreux réalisé en Roumanie en faveur des réfugiés ukrainiens. L'organisation continuera à soutenir ces efforts. M. Grandi engage la Bulgarie à poursuivre ses efforts importants en matière de réinstallation des réfugiés syriens et d'accueil des mineurs non accompagnés.

La séance est levée à 13 h 15.